

carte blanche

Guy Verhofstadt Président du groupe ADLE au Parlement européen

Un accord qui sonne le glas de l'« Europe à la carte »

Quel que soit le résultat du référendum britannique du 23 juin sur la question du Brexit, l'Union aura une formidable occasion d'écrire un nouveau chapitre de l'histoire européenne.

La semaine dernière fut qualifiée « de tous les dangers » pour l'Union européenne. La question brûlante de l'accord britannique est parvenue à éclipser une crise des réfugiés qui ne se résoudra pas par la force du Saint-Esprit. Beaucoup semblent craindre les concessions accordées au Royaume-Uni ; je les perçois comme une opportunité sans précédent de réformer l'Europe. C'est dans l'adversité que l'Union a connu ses plus grandes avancées. Quel que soit le résultat du référen-

dam du 23 juin prochain, il sera inévitablement venu le moment d'écrire un nouveau chapitre de la construction européenne.

Beaucoup voient dans l'accord conclu avec les Britanniques la fin de l'Europe. Selon moi, rien n'est aussi éloigné de la vérité. Qu'ils répondent « Yes » ou « No » le 23 juin, cela impliquera inmanquablement une révision des traités, nous offrant une

incroyable occasion d'y inclure les outils nécessaires au fonctionnement optimal de l'UE et de la zone euro.

En finir avec le désamour et l'immobilisme

L'Union doit se réinventer pour ne plus être tributaire des attermoissements de l'un ou l'autre Etat, qui disposent actuellement du loisir de bloquer toute décision sous prétexte d'intérêts politiques nationaux ou de souverainisme nauséabond.

L'exemple le plus récent est celui de la crise des réfugiés, où le nombre de sommets est inversement proportionnel aux mesures concrètes décidées. Comment accepter que l'Autriche limite arbitrairement le nombre de demandeurs d'asile ? Comment tolérer les dérives autoritaires des régimes polonais et hongrois bafouant allègrement les valeurs européennes ? Être membre de l'Union implique certes des droits, mais aussi le devoir de participer activement à toutes les politiques de l'Union. Nous devons une fois pour toutes sonner le glas de cette Union « à la carte » qui a causé désamour des citoyens et immobilisme dans un monde

qui évolue bien plus vite que l'Europe n'agit.

C'est pourquoi je plaide pour une Europe « à deux vitesses ». Loin de nous faire peur, ce système représente l'approche la plus pragmatique pour sortir du marasme actuel. Dans un premier cercle siégeront les Etats conscients de la nécessité d'une Europe plus poussée. Dans l'autre, ceux qui se contentent d'une coopération au sein du Marché unique.

Des chantiers ambitieux

Ainsi, libres seront les Etats de choisir. Ceux qui suivront le Royaume-Uni devront alors abandonner tout pouvoir de décision dans les domaines qui ne les concerneront plus directement. Cette réforme permettra de relancer le processus d'inté-

gration à un moment de notre histoire où il est bien plus l'heure de bâtir que de détruire.

Ainsi, le Marché unique doit continuer à être développé, notamment en matière de services et de numérique, afin d'atteindre son plein potentiel. Les récentes attaques terroristes à Paris ont démontré la nécessité de mettre en place une véritable coopération en matière policière. Le

trop faible poids de l'Union sur la scène internationale appelle à une diplomatie accrue. La crise des dettes souveraines est loin de n'être qu'un mauvais souvenir, et il est essentiel de mettre sur pied une gouvernance économique de la zone euro qui sera dotée d'un budget propre et d'un réel organe de décision. Enfin, la démocratisation des institutions européennes constituera un chantier ambitieux pourtant si nécessaire.

Plutôt que de craindre un accord qui ne fera que formaliser le « statut spécial » dont jouissaient depuis longtemps les Britanniques, profitons de ces circonstances pour effectuer une véritable sortie par le haut. Cette volonté semble avoir été récemment exprimée par les ministres des Affaires étrangères des six pays fondateurs de l'Union. A leurs chefs d'Etat et aux autres de maintenant faire preuve de l'opiniâtreté nécessaire. Des réponses efficaces aux défis présents et futurs seront européennes ou ne seront pas. Alors que l'année prochaine marquera la célébration du 60^e anniversaire du Traité de Rome, puisse souffler sur celle-ci le vent du renouveau. ■